

Table ronde : Les enjeux du développement collectif au Québec en 2014

Entre les idées généreuses des politiques sociales et le désengagement de l'État, quel avenir pour le développement collectif?

Jeudi 30 octobre 2014, Conseil des arts de Montréal



Compte rendu

Animatrice : **Ariane Émond**, Journaliste indépendante et réélue au CA de *Kaléidoscope*.

Denis BOURQUE. Professeur titulaire au Département de travail social de l'Université du Québec en Outaouais et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en organisations communautaires.

M. Bourque souligne que ce qui arrive aujourd'hui, ça nous concerne, car l'avenir du développement collectif semble remis en question. Quand on parle de développement collectif, c'est de la capacité des collectivités d'agir sur elles-mêmes dont il est question. Il s'agit donc, à la fois, d'un processus et d'un résultat; d'un projet de société qui est marqué par des valeurs d'équité, de solidarité et d'inclusion.

Car, une personne ne vit pas toute seule : elle a besoin de ressources et des politiques publiques favorables pour se réaliser.

D'après lui, nous assistons à un grand bouleversement.

Les coupures pour éliminer le déficit et pour revenir aux fonctions essentielles de l'État sont mises en œuvre par le gouvernement comme s'il s'agissait d'une simple opération comptable.

Denis Bourque se désole du manque de vision du gouvernement. Il renvoie en même temps ce processus à une sorte de 4^e révolution, d'après la bible de la droite. Il s'agirait de réinventer l'État, d'aller vers un État minimal qui valorise le droit individuel et évacue les droits sociaux. Tout cela avec l'argument d'alléger les fonctions administratives et d'accroître la souplesse économique. Pourtant, d'après Denis Bourque, les fonctions essentielles de cet État aminci sont la sécurité publique et le développement économique. Le corollaire est qu'un tel État fournira moins de services publics et donnera moins de soutien aux communautés.

Certains d'entre nous vivent cela comme une fatalité. Bourque insiste cependant sur le fait que nous sommes des acteurs et que nous avons le pouvoir de changer les choses. Il s'agirait, en bout de la ligne, d'arriver à des compromis correspondant aux forces sociales en jeu.

Il propose une stratégie qu'il résume en trois mots/volets :

(1) Opposition

(2) Affirmation et

(3) Propositions

(1) Il faut refuser les mensonges

Il faut refuser les mensonges et les idées toutes faites. Par exemple, cette idée qu'il n'y aurait plus d'argent. Derrière ce mensonge, l'objectif est d'avoir moins d'État et de proposer que ce soit le marché qui va tout réguler. Pourtant de l'argent, il y en a de l'argent, mais il faut faire des choix.

Il faudrait au contraire opérer des transformations qui nous donneraient **mieux d'État**.

Un autre exemple de mensonge à corriger : Le fait de dire qu'il y a 70% d'appui aux réformes en cours par le gouvernement. Alors que les gens ne sont pas nécessairement d'accord, car il n'a pas été question de cette réforme en profondeur, lors de la campagne électorale.

(2) Il faut affirmer les vérités

Il faut réaffirmer les vérités que nous enseigne la pratique du développement collectif, selon Bourque. Une vérité de La Palice demeure que la participation des personnes et des communautés à leur développement donne un bien meilleur résultat que lorsqu'on décide à leur place. Il cite l'exemple de l'impact majeur sur la persévérance scolaire des expériences de développement collectif en Saguenay

pour affirmer l'importance de l'intersectorialité. Tous les secteurs de la société ont mis l'épaule à la roue.

La réforme proposée par le gouvernement, qui se veut une décentralisation et un allègement de structures, ne s'accompagne pas d'une politique de développement des compétences et des ressources qui permettraient de pallier à la diversité des situations des municipalités ou des MRC.

Bourque affirme que si on veut mettre en œuvre la réforme en cours, il sera nécessaire de développer des compétences au niveau municipal, qui se retrouve aussi sans ressources. Bref la réforme annoncée ne fera qu'accroître les inégalités d'occupation des territoires.

(3) Il faut être proactif et proposer les questions qui nous semblent urgentes à répondre. Nous devons être en mode proposition et pas seulement en réaction. Kaléidoscope a un rôle fondamental à jouer à cet égard.

Dans le scénario qui se dessine :

- les municipalités seraient appelées à gérer les écoles, la santé et les services sociaux. Ce n'est pas la première fois que cette avenue est proposée. Il y avait déjà un pareil projet de transformation antérieure, mais il n'a jamais pu être approuvé.

- Il n'y aura plus de développement des communautés en santé publique. On fera surtout appel au travail d'experts, les citoyens deviendront seulement des consommateurs. On ne parlera plus de participation citoyenne.

On mettra l'emphase sur des communautés saines et sécuritaires. Les municipalités seront-elles capables de créer l'environnement favorable aux saines habitudes de vie? Il y a urgence à poser les bonnes questions.

Les CSSS sont engagés dans une mobilisation pour repositionner leurs politiques de développement et leur savoir-faire. Il ne faut pas se mettre en mode *stand-by*.

Il faut également réagir à la loi 10. On s'en va vers une direction unique par territoire du MSSS.

Il faut être en état de veille sur ce processus de décentralisation vers les municipalités et les MRC qui forcent le développement collectif à se placer dans un nouveau contexte.

Devant le changement de vocabulaire, il faut accrocher l'empouvoirement (*empowerment*) aux objectifs de la réforme.

Tout n'est pas noir. Ne nous laissons pas abattre

Pour terminer, Denis Bourque souligne que nous assistons à notre tour à une période de fortes coupures, un processus que nous avons vu ailleurs et qui arrive finalement au Québec.

Malgré ce contexte, il est nécessaire de se rappeler qu'on a, au Québec, une société civile marquée par une créativité extrêmement importante. Les politiques du gouvernement veulent nous faire retourner 50 ans en arrière. N'oublions pas que « la grande noirceur » a créé les conditions pour la Révolution tranquille.

Il faut garder en tête que nous avons une culture qui valorise la dimension collective, l'égalité, la concertation. Dans la culture québécoise, nous sommes habitués à prendre soin de notre collectivité et des plus démunis.

Il faut occuper l'espace public pour y mettre ce qui nous semble significatif. Nous ne sommes pas démunis de capacité d'action, car l'avenir est au développement collectif.

Josée DUPLESSIS, présidente du CA de Recyc-Québec, une société d'État dont la mission est de conseiller le ministre en matière de recyclage, et ancienne présidente du comité exécutif de la Ville de Montréal

Elle résume trois idées fondamentales

On a besoin de **mieux d'État**, belle expression, et non pas de moins d'État.

La crise actuelle est également une opportunité. Il faut développer le contenu plutôt que de s'énerver sur le vocabulaire.

Nous sommes déjà dans l'après-capitalisme (nous, on le sait).

Elle apprécie l'idée de viser le mieux d'État. Ce qui est différent que de vouloir moins d'État.

Devant le changement de vocabulaire, il faut développer les contenus. Nous sommes déjà dans l'après-capitalisme. Des structures sont abolies et d'autres se créent par de nouveaux acteurs.

Mme Duplessis a suivi pendant huit années les initiatives de la CDEC-Centre Sud/Plateau Mont-Royal. Des expériences de codéveloppement. Il y a déjà eu des coupures à répétition en 2005, en 2009, en 2013. On a tout de même réussi à avancer.

Cependant il faut retenir d'importantes expériences terrain. C'est le cas du budget participatif, l'expérience des marchés publics avec les fermiers. Il y a eu aussi ces importantes expériences d'amélioration de la qualité de vie, p. ex. ces projections de films en plein air. Il y a plein d'expériences qui donnent des pistes sur la manière d'habiter le territoire par le développement collectif. Ces expériences sont là pour rester, car elles sont étroitement liées aux communautés.

Anne VADEBONCOEUR, Conseillère en développement des territoires, Solidarité rurale du Québec

Solidarité rurale est née en 1991 des États généraux sur le monde rural. C'est à la base même un projet issu des collectivités.

La bonne nouvelle de la semaine, c'est que les 156 postes ruraux seront reconduits : L'enveloppe des pactes ruraux ne serait pas altérée. (D'autres infos ont infirmé cette bonne nouvelle. Voir <http://www.ruralite.qc.ca/fr/dossiers-ruraux/Actualites/Des-nouvelles-de-Solidarite-rurale-du-Quebec.>)

SRQ reste un levier pour travailler en développement collectif rural.

Les changements qui s'en viennent vont bouffer un temps fou et c'est du temps perdu pour le développement collectif.

Les MRC sont beaucoup des structures administratives. Dans plusieurs MRC, il va falloir développer des nouvelles compétences en matière de développement. Le transfert des connaissances va être fondamental et gruger beaucoup de temps. Mais il faudra le faire.

Le mot d'ordre est de travailler en partenariat et en mode solution.

Il va être nécessaire de réaliser un travail pédagogique pour habiliter les MRC et les municipalités sur le développement collectif.

Elle rappelle que la 1^{re} politique de la ruralité a permis la mise en œuvre de 4 000 projets et des investissements de 1 milliard et a généré des centaines d'emplois.

La 2^e politique de la ruralité a permis la réalisation de 9 000 projets, des investissements de 8 milliards et générés des milliers d'emplois. Bref, le développement collectif en milieu rural est rentable.

Isabelle MERCURE, Coordinatrice, Approche territoriale intégrée-Limoilou/CDEC du Québec

Elle pose les problèmes des relations entre les agents de l'État et les citoyens et les communautés. Son propos permet de souligner comment on peut élaborer des interventions qui favorisent la participation dans le développement collectif.

Pour ce faire, elle pose la question : quelle est la nature de l'engagement pour vraiment mieux agir ensemble?

Il est nécessaire de saisir les conditions favorables et les implications des interventions nécessaires.

On doit avoir le droit de s'opposer à la présence des gens qui n'y croient pas.

Il faut apprendre à composer avec la diversité citoyenne et abattre le mur entre le fonctionnaire et le citoyen (les vécus des fonctionnaires sont très différents de ceux des personnes démunies).

Il faut se situer, se positionner à clarifier notre rôle à partir des positions qu'on occupe.

Il faut créer des conditions favorables à la participation citoyenne : apprendre à s'écouter, à comprendre le langage de l'autre. Il est nécessaire d'accompagner, avant tout. Accepter la diversité veut dire accepter qu'existent des cadres d'analyse différents.

Il est important d'évaluer le travail accompli autrement que par les seules statistiques ou des résultats chiffrés.

Il est névralgique de prendre toute la place qui nous revient en tant que citoyen. C'est seulement dans cette perspective qu'on pourra mousser la participation citoyenne, de conclure Isabelle Mercure.

Échanges avec la salle à la suite de la table ronde.

Lors du débat avec les participants, **Denis McKinnon** a souligné que le problème en concertation, c'est que tout le monde possède la vérité, chaque intervenant autour de la table est persuadé que sa vision est la meilleure. La question qui se pose alors c'est *Comment peut-on mutualiser les vérités* pour définir *une piste commune*? D'ailleurs, selon lui, les impacts de la réforme seront limités parce que, sur le terrain, il y a ce qu'il faut pour bouger localement.

D'autres, dont **Claude Champagne**, prennent la parole en tant que citoyens en colère pour qui les services publics sont essentiels. On n'a même pas évalué ce qu'ont donné les CSSS, dit-il. Il y a beaucoup d'improvisation dans cette réforme. *Nous vivons dans une société malade de gestion et qui est aveuglée par les chiffres*. Les Libéraux n'ont pas parlé en campagne électorale d'éliminer les CRÉ, les ASSS, les CDEC...On doit aussi mutualiser nos expériences pour développer des alternatives.

Jacques Fiset, quant à lui, estime que l'optimisme est bienvenu, mais que le temps sera un enjeu important. Il affirme son enthousiasme par rapport à la présence des jeunes, mais il souligne l'absence d'une culture de démocratie participative. Elle est là, mais elle est différente. Cette politique gouvernementale tue la participation citoyenne.

Isabelle Mercure souligne, de son côté, l'existence de nouvelles formes de participation d'ordre numérique. Les forums publics ne sont plus d'usage. Il y a de nouvelles dimensions à la démocratie participative.

Denis Bourque souligne l'importance de considérer le renouvellement de l'engagement des jeunes. Il cite l'exemple d'un colloque avec des étudiants en travail social. Il pense cependant qu'il y a une exploration de nouvelles formes d'expression de la démocratie à faire. Il précise aussi qu'en milieu ruraux, les nouveaux arrivants sont des citoyens.

Josée Duplessis, souligne l'importance d'apprivoiser les expériences de développement collectif par le plus grand nombre et que cela donne le goût de trouver de nouvelles réponses aux anciennes questions. Elle rappelle qu'avec les jeunes dans la rue en 2012 on s'en allait vers un changement de société. Dernièrement, avec le front social contre l'austérité qui s'est mis en branle, les jeunes réitèrent leur désir d'aller toujours un peu plus loin.

Atelier: Comment libérer la créativité des citoyens et des collectivités en faveur du développement collectif? Animation par Sylvie Bellerose et Georges Letarte

Georges Letarte souligne l'importance des stratégies pour faire toujours mieux avec les ressources à notre disposition. Il faut néanmoins considérer qu'il n'a pas de bulldozer sans un conducteur. Il y a toujours des moments où on doit se questionner sur l'efficacité de ses actions, de ses stratégies d'intervention. Actuellement, beaucoup d'acteurs du développement collectif se sentent dépossédés. Partie prenante, partage d'infos. Les décisions se prennent vraiment dans la participation.

La question à nous poser : est-ce qu'on peut garder la mobilisation et continuer à faire du développement collectif s'il n'y a plus de ressources ou de structures?

Sylvie Bellerose propose de mieux cerner la situation actuelle en l'identifiant à un animal.

Voici les différentes images formulées par les participants : Un **bison** dans la plaine qui fonce sans se soucier des effets qu'il produit; un **éléphant** dans un magasin de porcelaine; une **pieuvre** dont plusieurs bras ne savent pas où ils vont.

D'autres parlent du **tigre**, du **singe**, de la **vache**, qui incarnent les forces en présence dans notre société en crise. D'autres proposent la **tortue**, ronde âgée; d'autres encore, trois lions qui ont étudié en médecine et qui s'attaquent sans vergogne aux autres lions et lionceaux. Une **guêpe** qu'il faudrait ramener au nid; un **oiseau phoenix** qui renaît de ses cendres. D'autres voient un nid de **fourmis** qui représente la collectivité, ou encore un **dragon** dont il faut conserver la flamme. Enfin, on évoque le **mammouth**...en disant que si c'est clair dans notre tête, on peut faire bouger notre mammouth. Le **tsunami**, le **pitbull**. D'autres rappellent l'image du **pissenlit** pour incarner la résilience de nos communautés. Enfin, d'autres voient le **cochon**, qui mange n'importe quoi, peu importe si c'est bon et, ce banc de poissons qui traverse les mers.

Dans ce contexte, comment continuer à travailler?

Un participant insiste sur la nécessité de la mobilisation et sur l'urgence de développer davantage d'**intergénéralité**. Nécessaire d'explorer également la citoyenneté numérique. Une image à retenir : **le soleil se couche et les régions se lèvent.**

On note l'importance de miser sur une approche intégrée de participation citoyenne.

Il faudrait également relever le défi du qualitatif. Cesser d'organiser les affaires pour les citoyens, mais les accompagner plutôt. Faire de la recherche sur les pratiques de développement collectif au-delà des organisations. Évaluer également l'impact sur le développement lorsque les leaders communautaires s'impliquent. Créer en somme, les conditions qui favorisent la mobilisation des collectivités.

Dans la même perspective, d'autres soulignent l'importance du rôle des élus dans la mobilisation. S'ils appuient la mobilisation, elle fonctionne; s'ils la tuent, il n'y a pas de mobilisation possible. Entre les deux, la mobilisation est aussi KO.

Comment se remettre en mouvement?

Il y a des dossiers qui viennent chercher fortement les citoyens, les identifier, les prioriser.

Il faut documenter nos pratiques : qu'est que cela donne? Qu'est-ce qu'elles apportent aux collectivités.

En un mot: documenter rigoureusement nos pratiques. Et montrer ce qu'on fait.

Kaléidoscope peut jouer un rôle important à cet égard.

D'ailleurs, l'approche est importante. Il ne faut pas faire ou dire pour, à la place des citoyens, mais laisser la place à ce que les citoyens et les communautés disent et font.

Montrer tout l'impact quand le leadership des élus se fait rassembleur. **Henri Chevalier** (CDEC Lasalle-Lachine) soulève l'enjeu que les institutions fonctionnent en silos séparés. Il est ainsi difficile de travailler les enjeux intersectoriels. Il espère que les changements de structures vont favoriser l'intersectorialité. Il rappelle également que ce ne sont pas tous les acteurs du développement collectif qui sont prêts aux changements. Les conditions doivent être là. Sinon on va jusqu'où on peut aller. Il faut autoriser les acteurs terrain à travailler ensemble. Leur donner des ressources.

Trois questions sont finalement soulevées :

Est-ce différent en milieu urbain qu'en milieu rural?

Comment mettre en place de bons mécanismes démocratiques?

Quelle est la motivation à participer ? (sentiment d'être partie prenante, d'être compétent, d'avoir un pouvoir d'influence).

Il est important de reconnaître nos limites et d'avoir des espaces de collaboration ou on est capable de faire des choses (espaces de complicité).

Le rôle de *Kaléidoscope* est de mettre en valeur ce que ça donne de se mobiliser.

Quel animal reflète le mieux le futur qui nous attend

Le panda : chaleur, humanité, sourire.

Le pétoncle : Il a 35 yeux. Il y a urgence de croiser nos savoirs.

L'humain : Nous rappeler que nous sommes des animaux qui pensons.

Synthèse de Geneviève Giasson (Communagir) pour le conseil d'administration de Kaléidoscope

La table ronde s'est terminée par une synthèse des travaux à *chaud*, par Geneviève Giasson.

Elle a noté que les débats ont été d'une grande transparence. Elle retient que le thème de l'avenir du développement collectif nous concerne tous.

On aurait pu n'avoir que des analyses sombres, alors que les présentations, comme les échanges ont fait preuve d'un grand réalisme et ont soulevé la résilience des expériences.

Elle soulève la présentation lucide et convaincante des forces qu'il faut opposer, et l'importance du recours aux valeurs d'équité et d'inclusion.

La volonté de la droite se trouve confrontée par la mobilisation.

Il est important de constater que nous sommes des parties prenantes des espaces publics, nous sommes des acteurs clés.

Elle rappelle l'importance de réfuter les mensonges et les choses qu'on essaie de nous vendre comme des vérités.

Il faut apporter un contre-discours et décrire les faits réels, documentés.

Kaléidoscope est un canal pour témoigner des expériences en développement collectif.

Il est nécessaire d'occuper le terrain.

Elle rappelle quelques idées intéressantes formulées :

L'importance de construire le ***mieux État***.

La formulation qu'on vit l'après-capitalisme et que les gens du gouvernement ne l'ont pas compris.

Les municipalités régionales de comté (MRC) sont des instances administratives qui ne sont pas prêtes à assumer de nouvelles compétences. Nous craignons que ce qui s'en vient soit beaucoup de temps perdu pour le développement collectif. Dans ce contexte, le mot d'ordre doit être **le partenariat**.

Le droit de nous opposer aux gens qui ne croient pas au développement.

Nous devons nous positionner, bien sûr, cependant, il faut avoir de la clarté sur les limites de nos interventions et ce sur quoi on peut travailler.

Pour ce faire, il est nécessaire :

-de rendre visibles, non seulement les impacts qualitatifs, mais également les impacts quantitatifs des expériences de développement collectif.

-de reconnaître l'importance de la diversité et de mutualiser les expériences pour suivre des pistes communes.

-de reconnaître aussi les nouvelles formes de participation des jeunes. Ils participent différemment et suivent leurs rythmes propres, mais la participation est là.

-de miser sur les éléments les plus porteurs: l'environnement, le besoin de documenter nos pratiques, le besoin de parler à l'extérieur, publiquement.

Il est clair que nous pouvons faire bouger les mammoths.

Nous avons constaté le rôle important que jouent les élus en tant qu'acteurs locaux autour du développement collectif et de la participation citoyenne.

La mobilisation autour du résultat des expériences et mieux les faire connaître est un élément clé pour favoriser l'émergence de nouveaux acteurs. Les acteurs du développement collectif ne sont pas nécessairement portés aux changements, quoiqu'on en pense...

Il faut mettre en place les conditions pour une meilleure participation, pour une plus grande mobilisation.

Les parties prenantes doivent avoir une place. Elles doivent avoir des compétences pour avoir de l'influence. Ce sont les ingrédients de la mobilisation solidaire.

En terminant, Geneviève a rappelé que nous avons actuellement des réels espaces de collaboration, et qu'il faut éviter de les perdre. Autant au niveau régional que local. C'est le danger principal qui nous guette.

Elle conclut avec les trois animaux qui représentent le mieux le futur. Il nous faut des pandas qui donnent de la chaleur. Il faut aussi des pétoncles qui ont 35 yeux et voient partout. Mais surtout, nous devons nous rappeler que nous sommes des animaux et que ce dont nous aurons besoin à l'avenir, c'est des êtres humains, qu'il y ait de l'humain partout.